



## Sous la classe, les ouvriers (années 1950-1960)

Michel Pigenet

### ► To cite this version:

Michel Pigenet. Sous la classe, les ouvriers (années 1950-1960). Sciences humaines, 2010, mai-juin (N° Spécial n° 11), pp.52-53. halshs-00782395

**HAL Id: halshs-00782395**

**<https://shs.hal.science/halshs-00782395>**

Submitted on 29 Jan 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Sous la classe, les ouvriers (années 1950-1960)**

*Michel Pigenet*

*Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Univ. Paris 1/CNRS)*

Vécues comme une mise au ban des institutions, les ruptures traumatisantes de 1947-1948 n'ont pas entamé la place acquise par les ouvriers dans la société et la nation sous le Front populaire, puis à la Libération. Les « ouvriers » ? Le vocabulaire de l'époque évoque plus volontiers la « classe ouvrière ». Celui des communistes, bien sûr, dont les projets et les actes ont resserré, dans la rudesse des affrontements sociaux de guerre froide, les liens avec une classe dominée érigée en acteur privilégié de l'histoire. Saluée, déplorée ou redoutée, l'alliance en impose et culpabilise. La référence fascine aussi nombre d'intellectuels prêts à sacrifier aux exigences de l'engagement à ses côtés, sinon à son service.

L'apparente rigueur des données statistiques confirme à sa manière la visibilité du groupe sur la scène sociale et politique. Avec 8,5 millions d'ouvriers en 1975, l'effectif maximum jamais recensé équivaut à 39,4 % des actifs quand 40 % des Français affirment appartenir à la « classe ouvrière ». La proximité des ordres de grandeur est cependant trompeuse. Si la condition ouvrière se définit à la fois par l'exercice d'un travail d'exécution, la dépossession et l'infériorité économiques, les combats et les acquis de la classe, pour ne rien dire des projets esquissés en son nom, la dotent d'une renommée séduisante et synonyme de solidarité efficace aux yeux de bien des « petits », qu'ils soient paysans, artisans, fonctionnaires ou employés.

Quoi de commun, au juste, entre un typographe parisien, un fondeur lorrain, un ajusteur du Mans, une OS caennaise de Moulinex, un docker de Marseille, un manœuvre algérien du bâtiment et un ouvrier agricole de la Beauce ? Non exhaustive, la liste dit assez ce qui distingue les uns des autres. L'expansion sans précédent enclenchée depuis le milieu des années 1950 n'efface pas les lignes internes de clivage. La branche, le métier, le type d'entreprise, la qualification, l'âge, le sexe, le territoire et l'origine entretiennent une segmentation récurrente.

Irréductible aux usines, la classe tend néanmoins à s'y concentrer, plus souvent, désormais, dans la métallurgie, la chimie ou le matériel électrique que dans le textile ou les cuirs et peaux. Sur fond d'extension de la production de masse standardisée, le recul des manœuvres est occulté par la forte progression des ouvriers spécialisés (OS) qui inverse le rapport travailleurs non qualifiés/travailleurs qualifiés au profit des premiers (55,4 % en 1968). Affectés sur des chaînes ou au service de machines réglées par d'autres, beaucoup doivent se soumettre aux temps fixés par les bureaux des méthodes définissant jusqu'aux gestes élémentaires à exécuter sous le contrôle tatillon des « chefs ». Les primes en dépendent qui améliorent les salaires de base conventionnels. Intensifié au nom de la productivité, maître mot de la période, le travail se réorganise par équipes en 2 x 8, voire 3 x 8 que réclame l'amortissement d'équipements très coûteux. Des machines transferts de la fin des années 1940 au début, deux décennies plus tard, de la commande numérique par ordinateur, l'activité productive éloigne toujours plus l'opérateur de la matière qu'il transforme. Ici et là, les tableauteurs des salles de contrôle s'en remettent aux signaux émis par les capteurs pour suivre la bonne marche d'opérations automatisées. Les fonctions d'encadrement, de conception, de mise au point et d'entretien développent le pôle qualifié de l'emploi usinier : agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs de fabrication... Occasions de promotions maison

acquises à force de cours du soir et de compromis avec les objectifs directoriaux, elles drainent une fraction des ouvriers qualifiés en rupture de classe. Dans les usines aéronautiques de 1971, les techniciens sont déjà plus nombreux que les OP par lesquels se transmettent les traditions et les normes du groupe.

A l'aube des années 1960, l'émergence annoncée d'une « nouvelle classe ouvrière » en blouses blanches ne saurait occulter les tendances contraires. Au terme du cycle d'ouvriérisation de la société française amorcé trois décennies plus tôt, la classe, stabilisée dans ses branches, ses entreprises, ses territoires et ses représentations, recrute d'abord dans ses rangs. En 1964, 68 % des ouvriers sont fils d'ouvriers, soit 17 point de plus que dix ans auparavant. Dès ce moment, toutefois, la pénurie de bras et la « décentralisation » industrielle vers les « gisements de main d'œuvre » du grand Bassin Parisien et de l'Ouest gonflent ses rangs de nouveaux venus : femmes, ruraux prolétarisés, immigrés. La hausse du taux d'activité féminine de la seconde moitié des années 1960 concerne aussi les usines, telles celles de l'électronique où la dextérité des jeunes filles – 23 ans en moyenne – formées aux métiers de la couture fait merveille au moindre coût. Au total, 79 % des ouvrières sont OS. Il en va de même pour le gros du 1,2 million d'immigrés de 1975, essentiellement des hommes, véritables soutiers des Trente Glorieuses. En 1968, ils occupent 34 % des emplois de l'automobile, en premier lieu sur les chaînes de montage, et 40 % de ceux du bâtiment. Tous concourent au rajeunissement des ateliers et des chantiers. A la veille des événements de 1968, un ouvrier sur quatre a moins de 25 ans. Le mai-juin des usines en porte la marque. Sans repousser l'éthos de classe des anciens, les jeunes dont la socialisation s'effectue en partie dans le cadre scolaire, supportent mal les disciplines et les hiérarchies d'entreprise. Sensibles aux attraits d'une culture de masse qui, sur le plan vestimentaire – jeans, maillots de corps, etc. -, emprunte au monde du travail, ils en propagent les formes juvéniles dont la tendance « pop » trahit des singularités moins interclassistes qu'on ne le dit.

En réalité, les jeunes sont le vecteur générationnel de mutations profondes dans le sillage combiné de la croissance, du plein emploi et de mobilisations syndicales gênées par la division, mais dont les usines donnent toujours le tempo (poussées de 1950, 1955, 1963, 1968). De 1950 à 1970, les salaires réels ouvriers sont multipliés par 2,5, démentant les thèses d'une paupérisation absolue avancée à contretemps par le PCF. A défaut de « vider la question sociale de sa spécificité ouvrière », ainsi que le proclame Georges Pompidou, l'expansion transforme bel et bien le quotidien des travailleurs. La crise du logement se résorbe dans les années 1960 et la proportion des ouvriers propriétaires double pour atteindre 37,5 % en 1975. Les intérieurs s'équipent en réfrigérateurs et machine à laver qui simplifient les tâches ménagères toujours dévolues aux femmes. L'époque voit aussi l'accès aux voitures et aux appareils de télévision transformant les loisirs et la perception du monde extérieur. Ces mutations viennent en complément des réformes qui, depuis la Libération, ont consolidé l'Etat social. Ainsi la protection sociale assure-t-elle, à travers un système élargi d'allocations et d'indemnités, jusqu'à 30 % des revenus ouvriers en 1975.

Le recul de la précarité et de la pauvreté, largement répandues dans la première moitié des années 1950, n'autorise certes pas à parler d'« embourgeoisement ». L'infériorité ouvrière ressort du retard persistant dans la diffusion des biens de consommation, leur moindre qualité. Elle se construit et s'entretient dans les ateliers et sur les chantiers où la subordination de principe va de pair avec des conditions de travail difficiles. Bruits, froid, chaleur, toxicité des matières, impression d'être toujours sale ajoutent leurs effets à la fatigue des positions debout, des gestes répétés, des charges soulevées, des cadences imposées. Des longues journées et semaines, enfin, car l'allongement de la durée des congés payés – 4<sup>e</sup> semaine après 1968 – coïncide avec la multiplication des heures supplémentaires grâce auxquelles on paye les traites des emprunts. Par suite, la durée effective de travail hebdomadaire des ouvriers dépasse celle de leurs homologues d'Europe occidentale. Proche de 45 h en 1948, elle s'élève à 47 h

en 1963, moyenne portée au-dessus de 50 h dans le bâtiment, contre 43,5 h dans le textile, branche féminisée où il faut cependant compter avec la double journée commune à toutes les travailleuses mariées et mères de famille.

La fréquence croissante de ces situations redistribue les rôles des uns et des autres au sein du microcosme familial qui ne perd rien de sa fonction protectrice. Il en va autrement de la matrice initiale des identités sexuelles et parentales. Gage d'autonomie financière et d'ouverture sur des horizons inconnus des ménagères, l'activité professionnelle redistribue les positions dans l'espace domestique. Les contraintes matérielles d'antan se desserrent et renforcent le pôle familial au détriment de l'ancienne sociabilité ouvrière où se ressourçaient et se prolongeaient les solidarités indispensables. Sans disparaître du jour au lendemain, la solitude recherchée du bricolage et de la pêche, l'entre soi des cafés, des clubs sportifs, des sociétés de chasse et de musique, du syndicat, etc. , reculent ou s'adaptent aux exigences du « chez soi ». Par quoi l'espace et les normes du privé croisent tant bien que mal celles d'un idéal d'émancipation longtemps indissociable du collectif. Au carrefour de possibles jamais explorés, les contours et les équilibres d'antan vacillent avant d'être bientôt définitivement ébranlés par les coups de boutoir dévastateurs de la crise, du chômage et de la désindustrialisation.

Michel Pigenet